



Sécurisation dans les SPIP : un petit rappel historique s'impose !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 24 juillet 2026

Le 23 juillet 2026, Force Ouvrière, désormais bien connue pour ses approximations et ses fake-news sur la filière insertion et probation, a communiqué auprès des personnels des SPIP pour annoncer le déploiement d'un audit national sur la sécurité dans les SPIP et se présenter comme la seule organisation s'intéressant à la sécurité de nos services depuis 2020. Ce n'est bien sûr que pure coïncidence que l'**UFAP UNSa Justice** ait porté cette même demande la veille au CSA AP...

À l'UFAP UNSa Justice, nous sommes parfaitement conscients qu'aucune organisation syndicale n'a le monopole des idées ou des revendications. Chacun est libre de défendre ses positions et de communiquer sur ses combats.

En revanche, tenter de faire croire aux personnels que l'on serait le seul défenseur de la sécurité dans les SPIP, tout en annonçant une victoire qui, à ce jour, n'existe tout simplement pas, relève de la manipulation.

Alors que Force Ouvrière se prévaut de défendre les personnels des SPIP depuis 2020, l'**UFAP UNSa Justice, elle, est multicatégorielle depuis 1987 et a structuré une filière IP depuis plus de 20 ans.**

Dans ce contexte, rappelons que l'**UFAP UNSa Justice porte depuis 2014 la nécessité d'un véritable plan national de sécurisation des SPIP**. Depuis lors, l'**UFAP UNSa Justice** n'a cessé de défendre cette revendication à chacune de ses interventions auprès de la DAP et du ministère de la Justice.

Deux ans plus tard, **lors de la signature du relevé de conclusions de la filière Insertion et Probation de 2016, l'UFAP UNSa Justice a revendiqué un budget dédié à la sécurisation des services**. À l'époque, cette demande avait été rejetée par l'intersyndicale composée de la CGT IP, du SNEPAP FSU et de la CFDT, au motif qu'elle refusait toute prétendue « bunkerisation » des SPIP.

Enfin, concernant la proposition d'un **audit national de l'immobilier des SPIP, y compris sur le volet sécurité, elle figure noir sur blanc dans sa plateforme revendicative depuis 2022**. Contrairement à Force Ouvrière, qui ne l'évoque ni dans sa plateforme revendicative de 2022, ni dans celle publiée en avril 2026 ...

Voilà les faits, solides et vérifiables.

La triste réalité aujourd'hui c'est que, contrairement à ce qui est affirmé, aucun plan national de sécurisation n'a été acté par l'administration. À la suite de la publication de FO Justice, l'**UFAP UNSa Justice** a saisi la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire afin d'obtenir des précisions. Si la DGAP reconnaît la nécessité d'établir une cartographie des risques et une politique ambitieuse de prévention des risques, elle n'a pris aucun engagement concret.

Annoncer une victoire sur une mesure qui n'existe pas est, au mieux, prématuré, au pire, une désinformation des personnels. Pire, tenter d'utiliser les événements d'une extrême gravité survenus au SPIP de la Martinique pour servir une opération de communication syndicale est tout simplement abject et indécent.

Les collègues victimes de cette agression méritent notre soutien, notre respect et des réponses concrètes, pas une récupération syndicale.

L'UFAP UNSa Justice poursuit, avec constance et détermination, son combat pour l'amélioration concrète des conditions de travail et la protection des personnels. **Comme elle l'a récemment indiqué au nouveau DGAP ([ici le compte-rendu de notre audience](#)), l'UFAP UNSa Justice exige la mise en œuvre immédiate d'une véritable politique nationale de sécurisation des SPIP, passant notamment par :**

- Un audit immobilier et sécuritaire de l'ensemble des services ;
- Des travaux de sécurisation adaptés aux risques ;
- Des dispositifs d'alerte et de protection performants ;
- Le binôme systématique pour toute intervention chez les PPSMJ ;
- Une prise en compte réelle de la sécurité des personnels dans tous les projets immobiliers.

Elle appelle l'administration à ouvrir, dès la rentrée, un groupe de travail sur la sécurité des SPIP.

À **l'UFAP UNSa Justice**, nous préférons les actes aux slogans et les résultats aux communications opportunistes. Des vies humaines, les nôtres et celles de nos collègues, sont en jeu !

La sécurité des personnels mérite mieux que des fakes news et de l'amateurisme. Par nature, elle exige la vérité. Au vu de l'urgence, elle nécessite des engagements concrets.

Le secrétaire national,

Simon-Pierre LAGOUCHE

